

# Fin d'époque



PHOTOS: WIKIMEDIA

Le discours de Nicolas Sarkozy devant le Congrès a fixé les contours d'une stratégie visant à refonder « le modèle républicain », projet qu'il faut considérer en lien avec les faillites d'un système dit libéral mis en place dans les années 1980. C'est la fin de cette époque... Pour les débuts d'une autre, il faudra attendre encore un peu.

**L**e remaniement ministériel a occulté le fond de l'intervention du Président de la République devant le Parlement réuni ce lundi 22 juin en Congrès sous les ors de Versailles qui, comme chacun le sait, ne sont pas très républicains. Pourtant, cette nouvelle équipe est en cohérence – mis à part Frédéric Mitterrand placé là pour décorer – avec la stratégie annoncée. Plus resserrée, autour du Président.

Les commentateurs se sont contentés, à l'instar du Canard Enchaîné, d'insister sur la forme, moins brillante que d'habitude : l'exercice était nouveau. Que retenir ?

## Une 6<sup>e</sup> République qui ne dit pas son nom

D'abord une transformation des institutions de la 5<sup>e</sup> République. Le Premier ministre est supposé conduire la politique du gouvernement, héritage du passé de la 4<sup>e</sup> République et de son régime parlementaire. L'élection du Président de la République au suffrage universel direct, décidé en 1962, avait donné naissance à une double légitimité, celle de l'Assemblée Nationale – qui décide en dernier ressort par rapport au Sénat – et du Président de la République. Cette dualité a permis à la Constitution de résister à l'alternance politique en permettant la « cohabitation », une preuve de souplesse. Elle était faite pour un « bonaparte » comme le fut le Général de

Gaule, un chef de gouvernement capable de par son histoire d'apparaître au-dessus des classes, une sorte d'arbitre des luttes sociales. Elle est apparue trop grande pour François Mitterrand qui se voulait de l'envergure du Général et, plus encore, pour ses successeurs. Ils n'ont jamais pu prétendre – l'environnement économique avait changé à partir de 1974 – au rôle d'arbitre, leur politique étant directement dépendante des choix du patronat, des capitalistes pour œuvrer à la hausse du taux de profit, moyen essentiel de favoriser l'accumulation du Capital.

Une 6<sup>e</sup> République s'imposait. C'est chose presque faite avec Sarkozy. Les amendements à la Constitution votés par les députés et les sénateurs ont jeté les bases d'un nouvel équilibre des pouvoirs.

Il faut séparer ses rodomontades – du style « j'irai jusqu'au bout de la loi Hadopi », sans définir le bout – de l'essentiel, de cette définition d'une nouvelle politique, d'une stratégie dans la crise pour défendre les mécanismes fondamentaux du capitalisme. Désormais, et c'est le sens de sa présence devant le Congrès, un régime présidentiel est en train de se mettre en place. Ce changement institutionnel explique l'éva-



nouissement du Premier ministre. Comme aux États-Unis, c'est le Président qui décide de la politique du gouvernement. Une manière de résoudre la crise institutionnelle permanente provenant de l'inadéquation de la Constitution de 1958 à la nouvelle période de l'histoire du capitalisme qui s'ouvre en 1974.

La réforme territoriale, provenant des réflexions de la « Commission Balladur », fait aussi partie de ce nouvel arsenal. C'est une redéfinition des pouvoirs publics. Une simplification de la décentralisation qui avait vu la multiplication des centres de pouvoir et, via la déconcentration et la RGPP<sup>(1)</sup>, de nouvelles relations entre l'État central et les collectivités territoriales avec une recentralisation des financements. Le département devrait disparaître. Sarkozy profite de sa victoire aux élections européennes pour s'affronter aux potentats locaux qui veulent conserver et leur fief et leur clientèle.

## La fin du néo-libéralisme

Fin d'époque pour les institutions mais aussi pour la politique étatique qui se dissimulait derrière le « néo libéralisme ». Les années 1980 marquées par la « vague libérale », avaient permis une nouvelle structuration du capitalisme. La déréglementation revenait à détruire le régime d'accumulation dit des « 30 glorieuses » – aussi appelé « fordiste » – pour créer de nouvelles modalités de création des richesses, de nouvelles règles de l'accumulation du capital. Les deux autres piliers, privatisation et dogme de l'équilibre des

finances publiques ont permis de construire un nouveau régime d'accumulation, « à dominante financière », en fonction de la place des marchés financiers dans l'ensemble de l'économie, les seuls véritablement internationalisés, dessinant le visage du processus de mondialisation<sup>(2)</sup>. Un régime d'accumulation hybride, contradictoire qui inscrivait dans son fonctionnement même les crises futures dont les crises financière et économique actuelles.

La désintermédiation – la banque n'est plus l'intermédiaire financier obligé – s'est



traduite par la titrisation et la croissance exponentielle des marchés financiers provoquant l'existence d'une « bulle » et la spéculation. La montée de l'endettement des entreprises, des ménages et de l'Etat a été une des réponses à la tendance à la surproduction déterminant le changement de relation entre la sphère financière et celle de la création de richesses. Il en résulte la contrainte de hausser le taux de profit, à court terme, en intensifiant le travail, en instituant la concurrence de tous contre tous provoquant les restructurations permanentes des entreprises et l'incertitude généralisée.

La crise systémique combine causes financières, économiques (baisse du taux de profit et surproduction), sociales dans un contexte de crise écologique profonde. Le tout se traduisant par une crise politique latente. Cette crise systémique, que le monde capitaliste fait subir aux salariés, appelle à son tour de nouvelles modalités, un autre régime d'accumulation, une autre politique étatique que celle du néo libéralisme<sup>(1)</sup>, une autre logique d'ensemble... qui reste dans le flou pour le moment.

Par contre sur les nécessités de la lutte des classes, le discours est limpide : il faut infliger une défaite profonde à la classe ouvrière, aux salariés. Déstructuration des droits, des solidarités collectives via la remise en cause de la protection sociale – la proposition de retraite à 67 ans n'est que la pointe visible de cet iceberg – et des services publics. La privatisation reste le concept fondamental pour construire une autre société tournant le dos au programme du Conseil national de la Résistance. Sarkozy se sert de cette référence pour faire comprendre que le problème est de même nature : définir les valeurs sur lesquelles reposera la société, des valeurs d'individualité, de richesse, d'inégalités, de « descendeurs sociaux ». En même temps, définir une nouvelle forme de l'Etat permettant d'assurer une forme de cohésion sociale pour mettre en œuvre la stratégie nécessaire à l'ensemble de la classe capitaliste. Ce sera – c'est déjà en partie – une forme répressive, barbare, pour imposer l'augmentation des profits, ce qui suppose la diminution de la masse salariale et la hausse de la productivité du travail. Autrement dit, exploiter davantage les salariés comme condition préalable à toute capacité du capitalisme de sortir de sa crise.

Les mots employés par le Président de la République, dans son discours au Congrès comme dans celui prononcé

devant l'OIT<sup>(4)</sup>, ont leur importance. « Régulation » et « Gouvernance » signifient que l'intervention ne sera pas issue des instances étatiques – supposant un débat public, des votes du Parlement – mais de groupes d'experts, d'institutions se proclamant législateurs à la place du législateur. Le « gouvernement » et la « réglementation » disparaîtront. C'est la volonté de faire reculer la démocratie. En lien avec toutes les attaques contre les libertés démocratiques visant les « leaders » des mouvements sociaux et s'appuyant sur une profonde contestation de l'altérité via la politique d'immigration<sup>(5)</sup>.

C'est l'essentiel. L'emprunt annoncé est un leurre pour faire discuter des conditions de naissance d'une nouvelle époque. Quant aux « bons » ou « mauvais » déficits, ils serviront à différencier les dépenses publiques nécessaires pour aider les entreprises ou les banquiers et les dépenses pour les services publics.

### Crise à gauche

Fin d'époque pour la gauche aussi. Le résultat des élections européennes en apporte la confirmation, pour le Parti Socialiste en particulier. Le score historiquement très bas fait la preuve qu'il est dans l'incapacité de répondre et à la crise systémique et à la nécessité de refonder un projet de société, un projet de transformation sociale qui, dans la profondeur de la crise actuelle, ne peut être qu'anticapitaliste. Or, la direction de ce parti n'a pas rompu avec l'idéologie libérale, avec le néolibéralisme. Elle n'a pas d'analy-

se de la crise et ne comprend pas la faillite de la stratégie précédente qu'elle a participé à mettre en place, ni les mutations qui se profilent. Son appréciation du discours de Sarkozy est révélatrice. Parler de « l'hyper présidentialisation » est un « gimmick » de journaliste en se refusant de considérer la structuration du pouvoir actuel.

Le PS défini à Epinay a vécu. Il est en train de devenir un « parti démocrate à l'Américaine » perdant toute référence au mouvement ouvrier. C'est Manuel Valls qui exprime le mieux cette nouvelle donne, point de vue très partagé selon toute vraisemblance.

Le mouvement syndical est en panne faute d'alternative politique crédible. L'ensemble des organisations syndicales a refusé le terrain politique fatiguant les mobilisations pour arriver au 13 juin. Il faut ouvrir cette discussion stratégique. La crise systémique, les changements dans les Institutions obligent à investir le champ politique. Non pas dans le sens de soutien à un parti ou à un autre mais, plus fondamentalement, dans celui de la refondation. Et cette restructuration/refondation de la gauche prendra du temps.

La crise est loin d'être terminée. La dernière note de conjoncture de l'INSEE titre d'une manière – volontairement ou involontairement ironique – « Vers une sortie de récession ? » pour signifier que la croissance sera faible, qu'elle ne signifiera pas, si elle a lieu, la sortie de la crise. Le point d'interrogation révèle des doutes sur le court terme faute d'indicateurs permettant de prévoir les évolutions de la conjoncture.

Crise longue parce qu'elle signifie la faillite d'un régime d'accumulation supposant de faire naître une nouvelle manière de créer des richesses à l'échelle de chacun des pays et du monde. Bref, de définir une autre époque. Elle appelle à une nouvelle architecture du mouvement ouvrier. ●

NICOLAS BENIES



1) Révision Générale des Politiques Publiques, soit l'élargissement des critères du privé à toutes les fonctions publiques pour augmenter la productivité des agents de l'Etat et des collectivités territoriales permettant de diminuer le nombre de salariés. L'intensification du travail et des formes de privatisation – que j'appelle rampante pour la différencier de l'ouverte – en résulte. C'est aussi la porte ouverte à la mise en concurrence et aux PPP, Partenariats public privé. La déstructuration des statuts et les nouvelles lois sur l'Université seront une expérimentation de cette mise en pratique.

2) Voir *Le petit manuel de la crise financière et des autres*, Nicolas Bénéès, Syllepse, 2009.

3) La faible portée du discours du 22 juin de Sarkozy tient dans cette absence.

4) Un discours de fin d'époque sans la capacité de déterminer les contours d'une nouvelle politique.

5) Organisation Internationale du Travail, créée après la première guerre mondiale et dirigée par un socialiste, Albert Thomas. Avec un brin de démagogie, Sarkozy a proposé de créer une nouvelle organisation internationale chargée de l'environnement. La victoire de « Europe-Ecologie » est passée par-là.

6) Cette crise vient contester les théorisations d'un Ulrich Beck qui – *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation* (Aubier/Flammarion) – faisait purement et simplement disparaître l'Etat-Nation en donnant un rôle politique aux multinationales. La crise voit resurgir l'Etat, comme lieu d'élaboration des stratégies pour les capitalistes de même nationalité, sans entrer en contradiction avec le processus de mondialisation qui se poursuit. Les firmes transnationales conservant une nationalité...